



Union Départementale des Syndicats CGT de Savoie

Intervention Secrétaire général de l'UD CGT 73

Rencontre CGT NFA/ Préfecture le 3 octobre 2024

Monsieur le préfet,

Notre dernière rencontre date du 09 juillet 2024. C'était pour évoquer « *la revitalisation du bassin de vie de la Chautagne après le plan de suppression d'emplois de l'usine DURALINE.* »

La CGT 73 avait évoqué la situation des 62 licenciés boursiers, de leur famille, de celles des sous-traitants.

Nous avons effectué aussi le parallèle avec l'usine de FERROPEM CHATEAU FEUILLET à La Léchère où une grande partie des licenciés sont sans travail ou survivent avec des contrats précaires et des sous-salaires.

La CGT vous alerte aussi Monsieur le Préfet sur la situation de l'industrie en Savoie.

Plusieurs de nos syndicats nous informent sur des carnets de commandes peu remplis, un manque d'investissement dans l'appareil productif, des remontées conséquentes de « management fize », une addiction aux aides publiques (APLD...).

La CGT propose ainsi **une conférence sociale pilotée par la Préfecture** associant les organisations syndicales patronales et ouvrières et les collectivités locales pour éviter de nouveaux drames industriels et humains.

Au sujet de tel drame, **L'Etat va-t-il laisser les 177 familles de l'usine de l'Arbine dans la même situation ?**

Revenons sur notre réunion.

Les représentants des personnels ont évoqué l'engagement des ouvriers pour leur métier, pour leur usine. Un engagement qui se transmet de génération en génération.

Ils l'ont illustré en prenant l'exemple des ouvriers qui continuaient à travailler « pour sauver l'usine » alors que des émanations de gaz avaient provoquées 28 arrêts de travail

La CGT propose de remettre en place des CHS-CT. Voilà une proposition qu'il faut faire remonter à Matignon.

Ils ont aussi dénoncé **la responsabilité de l'actionnaire actuel**, DADA holding, pour le citer plus occupé à faire remonter des millions, 2,8 quand même, de « fize » que d'investir dans l'usine.

Ils ont alerté sur **l'imposture des éventuels repreneurs** venant la bouche en cœur et les « poches vides » mendier des aides publiques pour reprendre l'activité en cassant un tiers des effectifs.

Et vous, qu'avez-vous répondu ?

L'Etat va participer au financement du PSE, mettre en place un contrat de sécurisation professionnelle... ne vous rendez-vous pas compte du décalage entre **la CGT qui veut sauver les emplois, produire mieux en local** et l'Etat qui aide les patrons à casser notre Industrie ?

Hier, au CESER, le représentant des industries chimiques a demandé de mettre en place des mesures de protectionnisme pour défendre les entreprises. **La CGT évoque elle des normes sociales et environnementales sur les marchandises importées dans l'n Union Européenne.**

Voilà des propositions qu'il faut faire remonter à Bercy.

Revenons à l'usine de l'Arbine. Son vrai nom depuis 130 ans. Dernièrement, elle s'est nommée Rio Tinto-Alcan, Imerys, Altéo, Niche Fused Alumina...que des vautours uniquement intéressés par se servir en dividendes.

Pourquoi ne pas nationaliser les filières industrielles essentielles à notre Nation en mettant en place des droits nouveaux pour les Travailleurs pour contrôler la stratégie, l'organisation du Travail et la gestion des aides publiques ?

Voilà une proposition qu'il faut faire remonter à Bercy.

Revenons sur le business-plan proposé par la seule intersyndicale.

Il s'appuie sur **des atouts forts comme sa centrale hydro-électrique (avec de l'investissement, elle pourrait produire 40% des besoins), son nouveau silo de stockage, son nouveau four 4000, sa station de traitement des eaux, son laboratoire d'analyse et surtout sur des ouvriers consciencieux, expérimentés, attachés à leur outil de Travail.**

Cette usine est rentable !!!

Hier, nous étions en visio avec Sophie Binet. Je ne vous la présente pas ?

Le syndicat lui a rappelé qu'il suffisait de 15 millions pour rendre l'usine pérenne.

Une lettre ouverte va être envoyée au nouveau ministre de l'Industrie signée par les dirigeants nationaux de la CFC CGC et la CGT.

Ce vendredi 04/10/24, les ouvriers seront en grève pour sauver leur usine. Les élus locaux et la population sera présente prête à lutter avec eux.

Alors, Monsieur le Préfet, quelles garanties financières peut apporter l'Etat pour empêcher la liquidation judiciaire de l'usine de L'Arbine ?

Le Secrétaire Général
Union Départementale CGT SAVOIE
Eric Granata

